

# **Résister au lieu de s'aligner**

## **Discours de l'Albisgüetli 2009**

**Un point de la situation politique  
à l'occasion du 21<sup>e</sup> congrès de l'Albisgüetli  
de l'Union démocratique du centre  
du canton de Zurich**

par Christoph Blocher, Herrliberg

Vendredi, 16 janvier 2009  
au stand de tir Albisgüetli, Zurich

Le discours écrit et le discours prononcé oralement font foi.  
L'orateur se réserve le droit de s'écarter – même fortement – du manuscrit.

## Table des matières

I. Une histoire d'hypocrites et d'escrocs	3
II. Résister à la politique gentille, hypocrite et mensongère de la gauche	4
III. Des feux follets comme repères	6
IV. Le courage de la reprise	8
V. La résistance, une exigence de notre temps	9
VI. Résister à la corruption étatique des médias	10
VII. Résister aux abus dans le droit d'asile	11
VIII. Résister à la gauche qui veut bouleverser le système	12
IX. Résister au paquet de la libre circulation des personnes	13
X. Résister au lieu de s'aligner	16

## I. Une histoire d'hypocrites et d'escrocs

Il n'y a pas très longtemps, un jeune employé de banque très agité se précipitait chez son supérieur plus âgé que lui pour s'écrier: "Vous avez entendu? Il paraît que Bernard Madoff a escroqué plus de 50 milliards de dollars à ses clients avec un système de boule de neige. On a du mal à le croire: un homme si compétent, si bien vu, si charmant, si correct, si intelligent et inspirant tellement confiance – jamais je n'aurais cru cela."

Son supérieur s'est contenté de grogner: "Les escroc sont toujours des hommes dont on attend jamais qu'ils trichent; sinon ils ne seraient pas des escrocs."

Le jeune employé de banque est revenu à la charge: "Mais il était tellement engagé dans des œuvres de bienfaisance et soutenait tant d'activités sociales. Il a fait beaucoup de bien. Voyez donc le grand nombre d'organisations d'entraide dont il faisait partie!"

Et l'aîné de faire la leçon à son cadet: "Un comportement correct et aimable permet de cacher beaucoup de choses, tout comme la participation à des activités sociales."

Lorsque cette histoire m'a été racontée j'ai voulu en savoir davantage et j'ai demandé à un ami de m'envoyer la liste des institutions de bienfaisance dont Madoff faisait partie. J'ai reçu la réponse suivante: "Je préfère t'envoyer la liste des institutions dont il ne faisait pas partie; elle est certainement plus courte."

Mesdames et Messieurs, des histoires de ce genre ne nous sont pas étrangères. Mais cela ne nous empêche pas d'être étonnés à chaque fois et de nous frotter les yeux en apprenant que tel ou tel menait une double vie. Il ne s'agit bien sûr pas toujours d'escrocs. On se laisse souvent éblouir par l'amabilité, le charme et un engagement social. Les déceptions sont particulièrement nombreuses parmi les politiques. A chaque fois que je vis une telle situation, je me rappelle cet avertissement de mon père qui était pasteur: "Tu peux et tu dois avoir des contacts avec tous les êtres humains, mais méfie-toi toujours d'une espèce: celle des gens qui prennent des airs de dévotion, qui sont excessivement gentils et corrects."

Comme dans cette affaire Madoff, on est fréquemment amené à se demander en politique pourquoi tant de gens se laissent tromper par des faux airs. D'autant plus que, dans le cas Madoff, il ne s'agissait pas seulement de personnes qui ne comprennent rien aux questions financières. Finalement, ce sont moins les tricheurs que les victimes qui nous étonnent. Ce constat vaut aussi pour la politique!

Nous nous laissons volontiers prendre par des contemporains bien vus, corrects, couverts d'éloges par les médias, sans remarquer qu'il ne s'agit que de simulacres. Songez à ces gentils politiques qui, un aimable sourire aux lèvres, affirment avec un ton convaincu et convaincant qu'ils ne veulent que le meilleur pour nous. C'est vrai, ils veulent aider tout le monde, mais en politique, aider signifie en règle générale redistribuer de l'argent qu'on a pris dans les poches des citoyens.

Chez Madoff aussi, il suffisait de faire un versement contre la promesse d'un taux d'intérêt élevé. Et, par analogie aux politiques, il a réussi à tromper son monde. Pourquoi tant d'investisseurs et de citoyens se font leurrer? Où donc a passé le bon sens humain? Pourquoi ne réfléchit-on plus aux risques et aux dangers?

En fin de compte on se laisse toujours aveugler par la perspective d'un avantage personnel. L'annonce de gains importants séduit les investisseurs au point de les faire oublier toute méfiance. Et les belles promesses des politiques, soutenus par une presse à pensée unique, attirent forcément les citoyens. Ce ne sont pas les succès réels, mais les intentions qui comptent.

Et plus grand est le nombre de participants, plus on est tenté de rejoindre le troupeau. En s'alignant on ne risque pas de se faire remarquer désagréablement. S'adapter correspond à la loi du moindre effort.

En se rappelant les événements de l'année 2008, on doit pourtant se dire qu'on aurait eu grand besoin d'un plus grand nombre de gens refusant de s'aligner, tapant sur la table, secouant le cocotier. Mais où étaient les personnes qui aurait pu et dû mettre en garde contre ces dysfonctionnements?

Nous sommes-nous laissé endormir sans méfiance? N'aurions-nous pas dû résister à cette mentalité?

Cette résistance commence déjà par le refus des prétentieux pronostics qui nous annonçaient récemment encore des années de haute conjoncture. Mais il était agréable de les croire et d'en récolter les fruits empoisonnés: dans les entreprises sous la forme d'investissements inutiles, de salaires et de bonus excessifs, au niveau de l'Etat par le biais d'une politique dépensière irresponsable.

Tous les indicateurs étaient à la hausse.

On en a oublié les vraies valeurs, les principes fondamentaux de la vie, de l'économie et de la politique. A chaque année de vaches grasses les humains sont tombés dans cette euphorie aveuglante.

Tout se répète: **"L'unique chose que l'homme apprend de l'histoire est que l'homme n'apprend rien de l'histoire."**

## II. Résister à la politique gentille, hypocrite et mensongère de la gauche

Mesdames et Messieurs, nous nous sommes réunis ce soir pour notre traditionnel congrès de l'Albisgüetli, donc pour faire comme chaque année le point de la situation politique.

Si je dis "nous", je pense aux **membres, amis, sympathisants et donateurs de l'Union démocratique du centre (UDC)**. Qu'est-ce que ce parti, l'UDC, et qui sont ses membres et sympathisants?

L'UDC est le parti politique qui a connu le plus de succès ces dernières années, le premier parti suisse par le nombre des suffrages. Voilà pourquoi elle est attaquée et agressée de toutes parts.

L'UDC est un **parti libéral et conservateur** qui fonde son action sur une conception solide et raisonnable de la vie, qui n'hurle pas avec les loups, mais qui reste fidèle à sa ligne en politique sociale, économique et générale. **Elle sait que rien ne sort de rien et qu'il y a des limites à tout.**

Certes, il s'agit là de sagesses populaires fort simples, mais la nature de la sagesse est précisément de **trouver des mots simples pour désigner des processus compliqués de la vie.**

Ne l'oubliez pas: l'UDC n'a connu du succès électoral que **lorsqu'elle a décidé de rester fidèle envers et contre tout à sa politique libérale et conservatrice.** Cette orientation politique, qui a été donnée surtout à Zurich et singulièrement ici à l'Albisgüetli, est plus nécessaire que jamais face à la confusion qui marque notre époque. **C'est dire que la politique de l'UDC est plus indispensable que jamais!**

Nous le savons: conservateur vient de conserver, de sauvegarder. Un parti qui fonde son action sur **des principes qui ont fait leurs preuves** est précisément un parti conservateur. Il sait qu'il existe des valeurs qui doivent être conservées.

Le conservateur refuse le raisonnement pervers de ceux qui veulent supprimer tout ce qui a fait ses preuves.

Combien de gens seraient heureux aujourd'hui s'ils avaient appliqué des principes qui ont fait leurs preuves durant la haute conjoncture en se rappelant **que rien ne sort de rien, que rien de durable ne se crée sans travail et sans effort, que le génie est avant tout le fruit du travail.** Autant de règles qui sont toujours valables, même si on a parfois du mal à les admettre, surtout à certaines époques.

Il faut résister aux gens sans principes, aux girouettes, aux superficiels, aux mythomanes – dans la société, en politique et dans l'économie.

Une politique libérale et conservatrice, une politique proche de la vie et des hommes a toujours un grand avenir devant elle. Cette politique part d'une **perception réaliste de l'homme et d'une conception mature de la vie.**

L'UDC sait qu'il est dangereux de s'écarter des principes qui ont fait leurs preuves. **Elle soigne les valeurs qui ont fait la force de la société, de l'économie, de la Suisse.**

Voilà l'attitude d'un politique sage, d'un chef d'entreprise sérieux, d'un homme mûr. Mais cette conception doit encore s'imposer dans notre parti. Et elle doit résister tous les jours aux tentations de s'aligner.

Car notre **conception libérale et conservatrice** n'est pas toujours facile à vivre; elle n'est pas toujours séduisante. Elle impose des limites à l'homme, elle restreint l'action économique et l'action politique. Elle impose des **renoncements**. Elle est un **défi** que nous devons constamment relever. Celui qui ne supporte pas personnellement ces restrictions et ces exigences rate sa vie d'homme, de chef d'entreprise et de politique.

J'ai de plus en plus de mal à prendre dans la bouche le mot "libéral". Cette notion est aujourd'hui totalement galvaudée. Tout le monde se dit libéral à notre époque, les communistes, les socialistes, les radicaux et même les extrémistes de droite. Voilà pourquoi je renonce souvent à cet adjectif. Son sens original est inclus dans le qualificatif de **conservateur**. On peut donc être fier par les temps qui courent d'appartenir à un parti conservateur. **Le conservatisme a de l'avenir!** Il se fonde sur l'expérience, sur la vie, sur la réalité.

### III. Des feux follets comme repères

Que cela signifie-t-il par rapport à l'économie? La crise financière mondiale et, surtout, la récession qui s'approche ne devraient pas être des surprises pour une personne sachant raisonner et ayant de l'expérience.

Cette crise ne surprend que les individus qui aiment à hurler avec les loups ou, plutôt, à bêler avec les moutons, qui passent leur temps à s'aligner, dont le principal talent consiste à tourner la veste au bon moment.

Si nous avons moins de mentalité d'alignement et plus de résistance conservatrice dans ce pays, nous n'en serions pas là. Cela peut paraître paradoxal, mais cette résistance est avant tout nécessaire quand l'économie va bien. Car les champions de l'alignement sont particulièrement nombreux dans les années de vaches grasses. Peut-être n'avons-nous pas non plus résisté suffisamment, peut-être un trop grand nombre d'entre nous ont cédé à la douce tentation de l'alignement. Peut-être des leaders UDC cherchaient-ils simplement à se débarrasser de la désagréable réputation de "neinsager". Nous en payons le prix aujourd'hui.

Le conservateur sait aussi qu'il faut se méfier de tout ce qui prend des airs scientifiques. La vie prend souvent un autre cours que celui annoncé ou souhaité par les scientifiques.

Voyons pour commencer les **pronostics économiques**. Ils sont à l'origine de beaucoup d'erreurs: ils ont incité la Confédération à mener une politique dépensière, ils ont poussé de nombreuses entreprises à faire de faux investissements et de faux budgets.

Malheureusement un trop grand nombre de dirigeants d'entreprises croient dur comme fer dans ces pronostics aux airs scientifiques. Voici un petit exemple pour montrer combien il est difficile, mais aussi nécessaire de faire preuve de bon sens en résistant à ces prévisions du futur. Je l'ai vécu personnellement.

Le 17 novembre 2007 – il y a donc un peu plus d'une année – l'Agence télégraphique suisse a publié la dépêche suivante qui était en fait conçue comme une attaque contre ma personne: "Le conseiller fédéral Christoph Blocher prévoit une baisse de la croissance économique l'année prochaine. Certains événements comme la crise du marché hypothécaire américain annoncent le début d'une récession. La Suisse est encore en période de haute conjoncture, mais la situation se dégradera l'an prochain, a dit le conseiller fédéral UDC samedi dans son émission 'Teleblocher'. En règle générale, la récession débute aux Etats-Unis pour déborder un à deux ans plus

tard sur Europe, a-t-il ajouté. Actuellement, la crise américaine est encore compensée par la demande de pays comme la Chine et l'Inde. La récession entraînera aussi une augmentation du chômage et l'Etat doit se préparer à une baisse de ses recettes fiscales, a encore déclaré Christoph Blocher."

2007 était une excellente année économique, si bien que ces déclarations ont été rapidement critiquées. Les quotidiens "Berner Zeitung" et "Neue Luzerner Zeitung" ont immédiatement réagi en donnant la parole à un professeur d'économie: "Le professeur d'économie Franz Jäger critique durement les déclarations du conseiller fédéral Blocher concernant la future situation économique. Il ferait mieux de donner confiance au gens que de se lancer dans des pronostics auxquels il ne comprend rien."

Concernant la menace d'une récession, Franz Jäger aurait affirmé ce qui suit: "On peint le diable sur la muraille." Et d'ajouter textuellement: "**J'estime qu'il est problématique que des gens, qui ne s'occupent pas professionnellement de pronostics macroéconomiques, fassent des déclarations pareilles.** Cela ne contribue pas à lever des incertitudes, mais cela les renforce au contraire. Je n'étais pas heureux en lisant les déclarations de Christoph Blocher. Il ferait mieux de donner confiance aux gens."<sup>1</sup>

Et le 28 décembre 2007 le professeur Jaeger ajoutait: "Les Etats-Unis ne glissent pas dans une récession. Et l'économie suisse connaîtra déjà en 2009 une croissance de l'ordre de 3%."<sup>2</sup>

Et quels étaient les pronostics économiques de tous les grands instituts de recherche conjoncturelle, de tous ces macro-économistes prodigieusement titrés et confortablement payés?

Début octobre 2008 – donc bien 2008 et non pas 2007 – **le groupe d'experts chargé des recherches conjoncturelles au secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)** a annoncé que la croissance économique se poursuivrait en Suisse en 2008, quoique de manière ralentie.

Mesdames et Messieurs, cette déclaration a été faite il y a quatre mois seulement! L'institut conjoncturel de l'EPF de Zurich (KOF), de son côté, a déclaré que "la Suisse était confrontée à un scénario de récession doux et bref" – sans préciser ce que signifie exactement "scénario de récession".

Il a fallu attendre le 16 décembre – donc quasiment la fin de l'année – pour entendre des chercheurs admettre que l'économie suisse avait déjà stagné au troisième trimestre, soit de juillet à septembre 2008.

**Au moins les spécialistes des prévisions réussissent-ils à apprécier à peu près correctement le passé!** Ainsi ont-ils relevé pour le quatrième trimestre – qui était presque terminé le 16 décembre 2008 – que l'économie était en baisse et qu'elle continuerait de baisser durant le premier trimestre 2009.

---

<sup>1</sup> Cf. Berner Zeitung, 20.11.2007, p. 3, Neue Luzerner Zeitung, 20.11.2007, p. 3

<sup>2</sup> STOCKS, 28.12.2007, édition no 1, page 12

Cette déclaration était l'exact contraire du pronostic avancé deux mois plus tôt. L'institut KOF de l'EPFZ a aussi admis que, contrairement à ses prévisions antérieures, la Suisse était entrée en récession.

D'autres prévisionnistes étaient tout autant à côté de la plaque. L'institut BAK – Basel Economics – a également dû corriger ses pronostics de croissance pour 2008 – mais il ne l'a fait qu'en décembre 2008...

Les banques et leurs services généreusement dotés pour la recherche conjoncturelle ont également prédit l'avenir quand celui-ci faisait déjà partie du présent. Ce constat vaut aussi bien pour l'UBS que pour le CS. Nous recevons les meilleures prévisions de l'avenir quand l'avenir est passé.

Mesdames et Messieurs, il n'y a pas très longtemps on a distingué aux Etats-Unis le meilleur prévisionniste des vingt dernières années. 44% de ces pronostics se sont avérés exacts. Donc, s'il avait fait chaque fois le contraire de ce qu'il annonçait, il aurait obtenu pour lui un taux de réussite de 56%. Il se serait surpassé lui-même! J'en éprouve une certaine nostalgie de mes débuts dans l'industrie. A l'époque, les fabricants de textiles affirmaient que l'économie allait mal quand la mode passait des jupes longues aux jupes courtes. La minijupe annonçant la récession! Le fait est que le pronostic conjoncturel basé sur la minijupe a précédé les prévisions des macro-économistes et qu'il était aussi plus précis que celles-ci.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs, **l'UDC doit faire comprendre que pour faire des pronostics économiques il vaut mieux faire confiance à des chefs d'entreprise expérimentés et proches de la réalité.** Et peut-être serait-il aussi utile de regarder de plus près les jambes des dames. On obtiendrait ainsi des indications qui ne sont certes pas chiffrées au dixième ou au centième près, mais qui sont dans l'ensemble moins fausses.

Notre prochaine intervention au Parlement fédéral devrait donc s'énoncer comme suit:

**Le Conseil fédéral supprime tous les services de prévision économique financés ou cofinancés par la Confédération à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration fédérale et recourt, pour les prévisions conjoncturelles, à un petit groupe de chefs d'entreprises travaillant sur le terrain.**

Ce serait une réduction significative des dépenses et, de surcroît, **la première contribution réellement utile à la réforme de l'instruction publique** dont on parle depuis des années à Berne sans que la moindre chose ne change.

#### **IV. Le courage de la reprise**

Mesdames et Messieurs, vous connaissez la loi des cycles conjoncturels depuis l'époque où vous alliez à l'école du dimanche. Rappelez-vous la belle histoire **des sept années de vaches grasses et des sept années de vaches maigres que nous offre l'Ancien Testament.** La différence est qu'à cette époque en Egypte on avait profité des sept années de vaches grasses pour faire assez de réserves en



prévision des sept années de vaches maigres. L'idée n'était pas venue des instituts de prévision conjoncturelle, mais d'un rêve du pharaon que Joseph avait fort justement interprété dans sa prison.

Quant à nous, il suffit que nous profitons de notre expérience. Les cinq décennies écoulées nous apprennent que des années de haute conjoncture sont toujours suivies d'années de vaches maigres. Nul besoin de rêve ou d'interprète de rêve pour comprendre cela. Pas besoin non plus de scientifiques. Mais, malheureusement, ni la plupart de nos entreprises, ni les banques et encore moins l'Etat n'ont constitué des réserves pour les années difficiles à venir.

Mesdames et Messieurs, nous le savons bien: les bonnes périodes ne sont pas éternelles, mais toujours suivies de périodes mauvaises. Mais il est tout aussi certain que les temps difficiles ne durent pas toujours. L'homme intelligent, le chef d'entreprise prudent et le politique avisé gardent maintenant la main sur leur argent et contrôlent les coûts, mais ils se demandent déjà comment ils vont rebondir au moment de la reprise. Le premier devoir de l'Etat est donc de soutenir le citoyen – et non pas l'appareil étatique.

## V. La résistance, une exigence de notre temps

Mesdames et Messieurs, en 2007 l'UDC a été renvoyée dans l'opposition. Il s'en est fallu de peu pour que les "corrects et les gentils" – comme se présentent la gauche et ses alliés au Parlement – récidivent en décembre 2008 en donnant leur voix à une personne qui leur convenait et non pas à Ueli Maurer. Cette fois encore ces individus n'avaient pas le courage d'agir ouvertement. Une fois de plus ils ont agi comme des escrocs: ils ont loué la concordance, parlé des droits de l'homme, évoqué la bienséance et la correction – pour faire ensuite exactement le contraire. Ils ont défendu les apparences derrière lesquelles ils cachent leurs agissements. Faites comme je dis, mais ne faites pas comme je fais. Cela aurait été la deuxième fois que la majorité du Parlement élit une personne proposée par la gauche pour ensuite déclarer dans la plus parfaite hypocrisie qu'on a respecté la concordance. Et il va de soi que la grande majorité de la presse aurait approuvé ce procédé hypocrite.

Comme lors des élections au Conseil fédéral de 2007, ces individus ont cherché un caractère qui accepte de participer à ce triste jeu. Et comme des escrocs ils ont préparé leur coup à l'abri des regards dans des arrières-salles. **Plus ces apôtres hypocrites de la morale parlent de transparence, plus ils agissent dans le noir.** Exactement comme ces escrocs qui affichent la correction, le respect et l'engagement social pour cacher leur intention véritable, l'escroquerie. Une forte proportion des politiciens vit selon ce schéma, car la transparence et la lumière révélerait cette fausse bienséance, les masques tomberaient et la malséance réelle se révélerait. Les politiques le savent bien, tout comme Bernard Madoff le savait.

Mesdames et Messieurs, Madoff l'escroc – excusez-moi, je dois dire Madoff le présumé escroc, puisque la Commission de gestion a dû siéger sept fois pour examiner mon oubli dans la version orale d'un de mes derniers discours de l'Albisgütli et pour finalement me condamner – donc le présumé escroc Madoff a trompé un grand nombre d'investisseurs. Les politiques "corrects", eux, trompent des populations entières.

## VI. Résister à la corruption étatique des médias

Mesdames et Messieurs, l'UDC doit intervenir quand les champions de l'alignement menacent le pays avec leurs erreurs. Elle doit dénoncer les dysfonctionnements. Elle doit corriger l'injustice. **Elle doit résister à l'injustice, à la perversion, à l'absence de principes, à l'hypocrisie, aux bienpensants.** Elle doit veiller aux intérêts réels du pays et de son peuple même si cela lui attire des ennuis.

**Cette résistance est plus nécessaire que jamais alors que les grands projets du pays dépendent des bonnes grâces du gouvernement et de l'arbitraire des politiques et de l'administration.** Les télévisions et radios privés ainsi que la presse écrite sont devenus dépendants de la politique, donc du gouvernement. **Presque tous les médias doivent s'aligner sur la volonté gouvernement,** faute de quoi ils sont punis par le retrait de leur concession ou limités dans leur zone d'émission.

Cela, Mesdames et Messieurs, parce que l'Etat, parce que le Parlement a réussi contre la volonté de l'UDC **à mettre dans la dépendance de l'Etat non seulement la radio et la télévision étatique, mais aussi les chaînes privées de radio et de télévision.** Ces médias ont trop peur pour oser s'opposer à la ligne gouvernementale officielle. Ils préfèrent donc tirer sur l'UDC.

Il est bien regrettable que les séances du Conseil fédéral ne soient pas publiques, faute de quoi on pourrait voir les sept ministres distribuer des concessions et des zones d'émission à leurs petits copains. Parfois un conseiller fédéral fait la même chose tout seul. Je pense que c'est ainsi que l'on distribuait les concessions au Kremlin à l'époque de l'Union soviétique.

L'Italie de Berlusconi est dans une situation plus agréable. On sait au moins à qui appartiennent les chaînes de télévision et qui en dispose. Berlusconi fait marcher sa télévision à ses propres frais et on sait qu'un jour il quittera sa fonction – en Italie cela va assez vite, plus vite en tous cas qu'en Suisse et singulièrement pour Moritz Leuenberger – et qu'alors la télévision sera à nouveau indépendante du gouvernement. Chez nous une telle démission ne sert à rien. Rien ne change!

Chez nous on sait simplement que toutes les grandes maisons d'édition suisses avec leurs journaux et leurs chaînes de télévision privées sont subventionnées par l'Etat et qu'ils dépendent du bon vouloir du Conseil fédéral. Et cela pour toujours! **Du coup, l'idée d'une télévision indépendante et, indirectement, d'une presse écrite libre**

**n'est qu'une illusion.** Partout des télévisions et des radios d'Etat, partout des journaux dépendant de l'Etat – et cela dans le prétendu pays de la liberté!

Mesdames et Messieurs, vous le voyez bien: la résistance est plus nécessaire que jamais. L'UDC doit agir. **Nous voulons des médias libres.** Résister au lieu de s'aligner, voilà notre devise!

La Suisse s'est dotée d'une commission des cartels – prétendument pour sauvegarder la concurrence – alors qu'en même temps ce pays ne garantit pas la principale liberté et la principale concurrence: **la liberté d'opinion et la liberté de la presse.** Ces libertés sont minées par des **subventions publiques, des procédures d'autorisation et des concessions octroyées par l'Etat.** Et on accepte aussi sans coup férir que ces interventions constituent des atteintes massives à la liberté du commerce et de l'industrie.

**Parti libéral et bourgeois, profondément enracinée dans des principes solides, l'UDC doit réagir pour corriger ce mauvais cap.** Elle doit viser une modification des dispositions légales qui régissent le secteur des médias.

Mesdames et Messieurs, encore heureux que nous ayons internet aujourd'hui. Je peux vous faire une communication réjouissante à ce propos: il existe encore une télévision dans ce pays qui n'est pas subventionnée ni comme station, ni comme productrice d'émissions. Pensez-donc: une télévision indépendante de la politique, une télévision dont la zone d'émission est le monde entier et qui peut atteindre tous les habitants de la planète – même en suisse allemand. J'espère que vous devinez le nom de cette télévision internet hebdomadaire.

## VII. Résister aux abus dans le droit d'asile

Mesdames et Messieurs, **la résistance s'impose aussi et une fois de plus dans le domaine de l'asile. Les négligences des années nonante ont repris droit de cité.** Il s'agit de résister à la politique d'asile molle et contraire à la loi qui se manifeste à nouveau à la Berne fédérale.

**Les lois sur l'asile ne servent à rien si elles ne sont pas strictement appliquées. Alors que le nombre de requérants d'asile a enfin pu être ramené de 23 000 par an (en 2003) à un peu plus de 10 000, il reprend l'ascenseur aujourd'hui sans qu'une nouvelle catastrophe naturelle, une nouvelle guerre ou une nouvelle persécution ne justifie ce développement. En 2008 déjà, le nombre de demandes d'asile a progressé de 50% par rapport à 2007 pour atteindre 16 000! Cela n'aurait pas dû arriver et cela ne serait pas arrivé dans un département correctement géré!**

Parallèlement, les coûts de l'asile augmentent massivement alors qu'ils avaient tout aussi fortement baissé préalablement. Vous le verrez: ces charges augmenteront parce qu'on ne fait rien pour les contrôler. **Aujourd'hui, le secteur de l'asile est**

**simplement administré.** Au lieu de résoudre les problèmes, on leur cherche des explications et on justifie les échecs.

On en est revenu à la bonne vieille devise: **demander plus d'argent, demander plus de personnel et motiver ces demandes par des faux prétextes.** Le Conseil fédéral et les médias qui dépendent de lui se contentent de hocher la tête et d'approuver. Pourtant, le gouvernement fédéral aurait le devoir de défendre courageusement les offices cantonaux de la migration attaqués par l'industrie du social et de l'asile parce qu'ils font correctement leur travail – comme par exemple à Zurich. Une direction efficace des affaires consiste à rendre la Suisse inintéressante pour des requérants d'asile qui ne sont pas de réfugiés. Mais cela n'est pas fait.

**L'UDC doit résister. Les crédits complémentaires et augmentations budgétaires doivent être strictement refusés.**

### VIII. Résister à la gauche qui veut bouleverser le système

**Une résistance décidée s'impose aussi face à ces nouveaux activistes sournois qui se servent des sans-papiers pour réaliser leurs objectifs politiques.** Il s'agit d'œuvres d'entraide autoproclamées et de leurs complices, mais il s'agit aussi de l'Aide aux réfugiés et des Eglises nationales. Là encore, la devise est toujours la même: donne-toi des airs sociaux et solidaires et tu seras acceptée. Madoff n'a pas agi autrement. **Mais l'UDC ne doit pas se laisser tromper et elle doit regarder derrière les coulisses. Car il s'agit de bien autre chose que du confort de quelques SDF!**

Ce n'est pas un hasard si la force motrice et coordinatrice de l'occupation d'une église zurichoise et de l'action des sans-papiers était un rédacteur fort bien connu de la publication communiste "Vorwärts" qui, bien entendu, a le droit de se présenter comme "travailleur social". Cet activiste était déjà responsable de l'occupation du Grossmünster en décembre 2007. Il est représentatif des organisations gauchistes qui ne demandent rien d'autre que le "droit de séjour pour tous", donc en fin de compte la libre circulation pour le monde entier, pour toute l'Asie, toute l'Afrique, toute l'Amérique du Sud, etc.

Cet homme appartient également aux activistes du 1<sup>er</sup> mai et sa principale revendication s'intitule "personne n'est illégal". Comme de bien entendu, ces individus cachent leurs vraies intentions derrière une activité prétendument sociale et humanitaire. Les formules usées du Conseil des Eglises zurichoises, selon lequel les revendications des sans-papiers sont justifiées (ils demandent des autorisations de travailler et une aide accrue), doivent être rejetées, car **les sans-papiers exclusivement des personnes qui n'ont pas de droit de séjour et qui ne doivent pas recevoir un droit de séjour.** Céder à leurs pressions équivaldrait à introduire la libre circulation pour le monde entier. On ne sera guère étonné de constater que peu de médias s'interrogent sur les intentions réelles des activistes: **qui sont-ils? Quels sont leurs vrais motifs? Quels intérêts représentent-ils véritablement?**

## IX. Résister au paquet de la libre circulation des personnes

La résistance la plus actuelle et la plus urgente est celle à opposer au paquet de la libre circulation des personnes qui sera soumis au peuple le 8 février 2008, donc dans trois semaines. Il y a trois bonnes raisons au moins pour s'opposer à ce projet:

- a. **Un non au paquet de la libre circulation des personnes corrige le projet antidémocratique et anticonstitutionnel mis au vote.** Le PDC, le PS et les Verts, les fossoyeurs de la démocratie, ont réussi à réunir deux questions distinctes en une seule, si bien qu'on ne saura de toute manière pas ce que voulait réellement le peuple, qu'il dise oui ou qu'il dise non. **Il s'agit là d'un cas évident de manipulation d'une votation démocratique, la pire des choses qu'on puisse imaginer dans une démocratie et qui, en principe, n'arrive que dans les pays sous-développés.** Il faut donc opposer un non clair et net à cette destruction de la démocratie.
- b. **Un non à la libre circulation signifie aussi que le citoyen n'accepte de se laisser tromper par des promesses mensongères.** Depuis 1999, le Conseil fédéral et le Parlement ont régulièrement promis qu'il serait toujours possible de **voter séparément et librement sur chaque extension de la libre circulation des personnes à des pays membres de l'UE.**

Ainsi on a pu lire ou entendre ce qui suit:

- Dans les explications du Conseil fédéral de 2000: " Le Parlement a prévu une autre garantie: sept ans après l'entrée en vigueur de l'Accord sur la libre circulation des personnes, l'Assemblée fédérale décidera s'il doit être prolongé. Le peuple pourra à nouveau se prononcer si le référendum est demandé. Le Parlement décidera en outre si l'accord peut également s'appliquer aux Etats qui adhéreront ces prochaines années à l'UE. Le peuple pourra aussi être appelé à trancher cette question si le référendum est demandé." <sup>3</sup>
- Dans les explications du Conseil fédéral de 2005 lorsqu'il s'agissait de voter sur l'extension de la libre circulation des personnes aux dix nouveaux Etats membres UE d'Europe de l'Est, on pouvait lire textuellement: "En 2009, le Parlement décidera si l'accord sur la libre circulation doit être prolongé et le peuple pourra à nouveau se prononcer, si le référendum est demandé. **Toute future extension de la libre circulation à de nouveaux membres de l'UE sera elle aussi soumise à l'approbation du Parlement et au référendum facultatif.**"<sup>4</sup>
- Et que promettait l'ancien conseiller fédéral Deiss? "**Il n'y a pas d'automatisme dans la libre circulation des personnes.** (...) Le peuple suisse aura à chaque fois l'occasion de voter."<sup>5</sup>

---

<sup>3</sup> Explications du Conseil fédéral pour la votation du 21 mai 2000 sur les accords bilatéraux

<sup>4</sup> Explications du Conseil fédéral pour la votation du 25 septembre 2005 sur l'extension de la libre circulation des personnes aux dix nouveaux membres de l'UE.

<sup>5</sup> Ein Nein wäre Gift für unsere Wirtschaft, Joseph Deiss, anc. CF, Der Landbote, 20 août 2005.

- Que promettait le syndicat travail Suisse en 2005 aux adversaires de l'extension de la libre circulation des personnes? "Il n'y a pas d'extension automatique (à la Roumanie, la Bulgarie ou la Turquie) et le peuple aura toujours la possibilité de décider dans le cadre d'une votation."<sup>6</sup>
- Qu'entendait donc la ministre des affaires étrangères Micheline Calmy-Rey en 2005? "Si l'UE accueille d'autres pays – **par exemple, la Roumanie ou la Bulgarie – il sera à nouveau possible de voter en Suisse si l'accord doit être étendu à ces pays.**"<sup>7</sup>

**Le Parlement a transformé toutes ces promesses en mensonges. Les citoyens ne peuvent pas accepter cela.**

- c. Seul un non clair et net permet de stopper l'erreur de l'extension de la libre circulation des personnes à la **Roumanie et la Bulgarie**. Un non le 8 février 2009 signifie:
- non à encore plus de chômage.
  - non au pillage des œuvres sociales.
  - non à plus de criminalité étrangère.

La résistance contre le paquet de la libre circulation des personnes est également importante pour l'économie suisse – même si quelques entreprises aveugles refusent de l'admettre. Un oui affaiblit la place économique suisse, **car la hausse du chômage, du nombre de cas sociaux et de la criminalité coûtent cher**. Cette facture devra bien être payée – par une **augmentation des prélèvements sur les salaires ou une augmentation de la TVA**. Cet alourdissement de la charge fiscale nuit à l'économie. Voilà pourquoi le paquet de la libre circulation des personnes **doit aussi être refusé d'un point de vue économique**.

Mesdames et Messieurs, les partisans de ce projet le savent bien: **dans la situation économique actuelle, l'extension de la libre circulation à la Roumanie et à la Bulgarie est une aventure irresponsable**. L'économie suisse sera la première à en souffrir.

Le Conseil fédéral, le Parlement, l'administration et les partisans du projet savent aussi très bien qu'un refus le 8 février 2009 ne met nullement en péril les accords bilatéraux. Il n'y a aucune raison à cela. La clause automatique de la guillotine en cas de refus de la libre circulation est une menace vide. Cette guillotine n'existe pas. On ne la trouve à nulle part dans le contrat. Dans l'article 25 alinéa 2 il est dit expressément que **les accords sont considérés comme caducs si une des parties notifie à l'autre leur résiliation jusqu'au 9 mai 2009**. Il faudrait donc qu'une des parties – la Suisse ou l'UE – notifie la résiliation, donc résilie explicitement les accords.

<sup>6</sup> Réponses aux faux arguments des adversaires, Travail Suisse, 8 juin 2005.

<sup>7</sup> Kein Grund zur Angst, Micheline Calmy-Rey, CF, Coopzeitung, no 36, 7 septembre 2005.

Or, en cas de rejet, on ne saura pas le soir du 8 février 2008 – à cause de la conception du paquet de la libre circulation – si le peuple suisse ne s'opposait qu'à la poursuite de la libre circulation actuelle ou qu'à son extension à la Roumanie et la Bulgarie, voire à tous les deux. **Le gouvernement n'a donc pas le mandat de résilier les accords actuels.**

Un non a un grand avantage: **on pourra défaire le paquet de la libre circulation des personnes et faire réapparaître et traiter les deux projets séparément.** Le projet de poursuite de la libre circulation pourra être immédiatement présenté au Parlement et examiné séparément. L'extension à la Roumanie et la Bulgarie devra également faire l'objet d'une procédure distincte. L'UDC demande de suspendre provisoirement ce projet. Cet accord doit être renégocié.

**Quelques remarques de fond concernant la libre circulation des personnes: il n'existe actuellement aucun Etat souverain au monde qui pratique la libre circulation des personnes.** Même les pays d'immigration classiques ne la connaissent pas.

- Les Etats-Unis? Non.
- Le Canada? Non.
- L'Australie? Non.
- Tous les pays asiatiques? Non.

**Il n'existe pas un Etat au monde qui renonce à son droit de contrôler l'immigration.**

Vous me répondez que les pays européens ont précisément fait cela. Non, Mesdames et Messieurs, ils ne connaissent cette libre circulation des personnes qu'entre eux, car **ces pays ne sont plus souverains en tant que membres de l'UE.** Ils ont l'intention de faire de l'UE un Etat à part entière avec une constitution unique, un gouvernement commun, une politique extérieure commune et des forces militaires communes. S'ils ont introduit la libre circulation des personnes entre eux, c'est qu'ils ne se considèrent plus comme des Etats souverains.

**Mais la Suisse ne fait pas partie de l'UE; elle ne veut pas appartenir à l'UE et elle n'accepte pas non plus d'y être poussée par la petite porte.**

La Suisse veut rester un Etat souverain.

L'UE pratique la libre circulation des personnes comme nous la connaissons en Suisse entre les cantons.

**Cependant, Mesdames et Messieurs, la Suisse n'est pas un canton de Bruxelles!**

L'exemple allemand illustre à quel point la souveraineté des Etats membres de l'UE est restreinte puisque le parlement constitutionnellement compétent de la législation ne peut décider souverainement que de 17% des lois allemandes. Les 83% restants de lois qui régissent l'Allemagne sont des lois UE. Voilà pourquoi ces Etats ne sont plus souverains (voilà aussi la raison, Mesdames et Messieurs, pourquoi j'ai voté non

en 1999 au Parlement à l'introduction de la libre circulation des personnes et pourquoi j'ai fait une déclaration dans ce sens avant le vote final.)

**Il est à l'heure actuelle impossible de dire si la libre circulation des personnes a réellement fait ses preuves** comme on l'affirme souvent. Elle n'existe que depuis un an et demi et uniquement avec les 15 anciens membres de l'UE. Elle n'a pu faire ses preuves puisque cette ouverture n'existe que depuis le milieu de l'année 2007 pour l'UE-15. Or, 2007 et 2008 étaient des années de haute conjoncture, voire de surchauffe économique.

**Cela dit, on peut aujourd'hui déjà constater que le problème du chômage s'est aggravé avec la libre circulation des personnes.** A elle seule, la libre circulation actuelle a augmenté le chômage par rapport aux périodes précédentes de haute conjoncture économique.

En effet, le chômage a nettement moins diminué durant les deux années écoulées – des années de très haute conjoncture – malgré la forte croissance économique que durant des périodes précédentes comparables (voir à ce propos l'étude de Peter Stalder dans "La Vie économique 11-2008").

**L'évolution de ces prochaines années est très incertaine. Un homme d'Etat intelligent s'abstient de signer des accords aussi aventureux que l'extension de la libre circulation à la Roumanie et la Bulgarie alors que le développement économique mondial échappe au contrôle et que nous vivons une crise financière mondiale comme nous n'en avons plus connue depuis les années trente du dernier siècle. Ces deux pays sont à des années-lumière de la Suisse en termes de chômage, de criminalité et de corruption.** Dans une telle situation, la meilleure solution consiste à attendre.

**La libre circulation des personnes est le fruit de l'exubérance conjoncturelle.** Seules les personnes qui pensent que l'économie va croître continuellement, que tout est possible en économie et que tous les Etats peuvent être traités selon le même schéma peuvent signer pareils contrats.

Ce n'est pas un hasard si les mêmes milieux, qui ont ignoré les avertissements conjoncturels et les dangers d'une globalisation imprévisible, **mènent aujourd'hui le combat en faveur de la poursuite de la libre circulation des personnes.** Ils agissent, comme on a pu l'apprendre, à coups de dizaines de millions de francs, de l'argent qui provient sans doute d'entreprises déjà mal en point. Ces gens n'ouvriraient certainement pas leur portemonnaie privé pour soutenir une telle absurdité.

## **X. Résister au lieu de s'aligner**

Il est urgent de résister en Suisse aux développements nocifs et dysfonctionnements de toutes sortes. Ce qui compte avant tout, **c'est la résistance contre l'abandon de l'indépendance nationale.** A ce niveau, les tendances à l'alignement par crainte de l'étranger sont particulièrement grandes. Pourquoi voit-on aujourd'hui trois conseillers



fédéraux se rendre à Bruxelles pour faire des concessions fiscales à l'UE? Ce que l'UE a relevé avec la remarque bienveillante suivante: "Très chers conseillers fédéraux suisses, vous êtes certes sur la bonne voie, mais cela ne suffit pas encore pour satisfaire nos exigences." Des conseillers fédéraux plus courageux ont dit dans le passé: "Nous refusons de faire un pèlerinage à l'étranger!"

La résistance s'impose aussi face aux parlementaires, fonctionnaires, spécialistes du droit public et constitutionnel, journalistes et d'autres milieux qui minent systématiquement la **démocratie directe**.

La résistance s'impose face aux milieux qui se moquent de la **neutralité permanente et armée**.

La résistance s'impose face à **l'abandon de la défense nationale**.

Mesdames et Messieurs, restons des Suisses libres et indépendants. Inspirons-nous de l'exemple de Fritz Bopp, un simple domestique de ferme de l'Unterland zurichois qui est devenu rédacteur, poète et conseiller national et qui a participé en première ligne il y a 70 ans à la fondation de notre UDC. Ce politicien conservateur de part en part s'est opposé de toutes ses forces aux modes socialistes et internationalistes en s'écriant:

"Ich lass nöd ab, ich lass nöd ab,  
Und hauet's mer de Grind grad ab,  
Dänn müend's mi gliich no ghöre,  
Dänn surri mit dä Röhre."

("Je n'arrêterai pas, je ne m'arrêterai pas,  
et même s'ils me coupent la tête,  
ils m'entendront tout de même,  
car je crierai par le cou.")